L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI, 30 MARS 1887

PETITES ANNONCES.

DEMANDES D'EMPLOI.

JEUNE homme, 22 ans, parlant anglais, français, espagnol, connaît toutes les livres à expérience dans les affaires générales et de chemins de fer, sait aussi la télégraphie, voudrait place dans quelque port de l'Amérique du Sud ou sur une ligne de bateaux du golfe. S'adresser à E. B. D, bureau de l'Abeille.
26 mars—1f

UN jeune Belge muni de cinq certificats du gouvernement belge, demande une place de garçon boucher ou d'aide. S'adresser à J. CHALE, Lafayette, Lne. 25mars—1sem

Une dame (rec connue, ayant eu plusieurs années d'expérience dans la professorat s'offre à donner des leçons d'Anglais et de Français, soit à domicile ou dans une famille. S'adresser au No 171 rue Quartier.
19 mars 10f

A VENDRE

A VENDRE.—Une épicerie faisant bonnes affaires. S'adresser sur lieux, coin Dauphine et St Louis.

A VENDRE ou à louer, pour cause de décès, la maison dans laquelle la Belle résidence No 181 rue des Remparts, près Ste Anne, entre mid. Sautereau fils et Bouligny.
19 mars—2 sem

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de John M. Webb.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20 616—Division A.—Attendu que Samuel Allerton, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de John M. Webb, décédé intestat, ainsi que plus amplement appert par la dite pétition à laquelle il est référé pour plus ample description, et qu'il a prié la Cour de lui accorder lesdites lettres d'administration, et attendu que la loi lui donne droit à la dite position.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le dit Samuel Allerton soit et il est par le présent nommé administrateur de la succession de John M. Webb, décédé intestat, avec pouvoir de faire tous les actes que la loi prescrit et requiert en pareil cas, et qu'il donne caution en la somme de $1,000 pour la bonne exécution de ses devoirs comme tel.

Fait et donné en chambre du conseil à la Nouvelle-Orléans, ce 28 février 1887.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
1 mars—8f

Succession de Caroline K. Sprosse née Kastor.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20 615—Division E.—Attendu que Jacques Vidrine, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Caroline K. Sprosse née Kastor, ainsi que plus amplement appert par la dite pétition à laquelle il est référé pour plus ample description, et qu'il a prié la Cour de lui accorder lesdites lettres d'administration, et attendu que la loi lui donne droit à la dite position.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le dit Jacques Vidrine soit et il est par le présent nommé administrateur de la succession de Caroline K. Sprosse née Kastor, avec pouvoir de faire tous les actes que la loi prescrit et requiert en pareil cas, et qu'il donne caution en la somme de $1,000 pour la bonne exécution de ses devoirs comme tel.

Fait et donné en chambre du conseil à la Nouvelle-Orléans, ce 28 février 1887.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
3 mars—3f et 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Charles J. Oberle vs. ses créanciers—No 20,323 Division E.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Charles J. Oberle soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant J. Davigneaud, esq. notaire, en cette ville, le SAMEDI, 9ème jour d'avril, 1887 à 11 heures A.M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises; et en attendant que toutes les procédures judiciaires contre la personne aussi bien que contre les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 25 mars 1887.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député greffier.
27 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Rudolph Schmuts vs. ses créanciers—No 20,396 Division A—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Rudolph Schmuts soit et est acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion desdits créanciers soit convoquée pardevant Alexandre A. Eskewall, notaire, en cette ville, à son bureau, 91 rue du Camp, Mardi, le 12me jour d'avril 1887, à 12 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, de nommer un syndic, et de voter sur toute autre affaire qui pourrait leur être soumise, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens dudit pétitionnaire soient suspendues, et que D. B. Chaffe, Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 3 mars 1887.
(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député greffier.
11 mars—3f et 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de district pour la paroisse d'Orléans—Charles J. Oberle vs. ses créanciers—No 20,323 Division E.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Charles J. Oberle soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion desdits créanciers soit convoquée et tenue pardevant James Zacharie Spearing, notaire en cette ville, le SAMEDI, 2ème jour d'avril 1887 à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et de nommer un syndic et de voter sur toutes affaires qui pourraient leur être soumises; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les propriétés du dit pétitionnaire soient suspendues et que Robert Marr Jr. Esq. avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 28 février 1887.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
3 mars—3f et 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Succession de Maxson & Bitton—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers des pétitionnaires, la raison commerciale de Bitton & Maxson, composée de John D. Bitton, résidant en cette ville, et John R. Maxson, résidant de l'Etat du Mississipi, soit convoquée et tenue pardevant Andrew Herofe jr. notaire en cette ville, le LUNDI, 4me jour d'avril 1887, à 11 heures A. M. pour prendre en considération et délibérer sur l'application des dits pétitionnaires pour un répit, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les dits pétitionnaires soient suspendues et que Joseph C. Morton Esq. avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 mars 1887.
A. L. TISSOT Juge.

Pour copie conforme
Jas D. Rankin Député-Greffier.
8 mars—3f et 30 j

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Henry Webre vs. P. O. Peyroux

PREMIERE COUR DE CITE de la Nouvelle-Orléans—No 11,676—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan public, à la porte de la Cour de cette cité, le MARDI, 5 avril 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de terre situé en cette ville, dans le Faubourg Marigny, sur le côté nord de la rue Piety, entre les rues Roman et Dauphine, à 120 pieds de la rue Roman, mesurant 30 pieds de front sur la rue Piety, sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles, et borné par le No 120 de la même rue.

Conditions—Comptant sur les lieux.

PENDLETON,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
30 mars—30 avril 6 13

Thos McIntyre vs Mme C. D. Armstrong.

QUATRIEME COUR DE CITE de la Nouvelle-Orléans—Nos 9,126 et 9,127—En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus spécifiée, je vendrai à l'encan public, au plus offrant et dernier enchérisseur, à la porte de l'office de mes greffes, à l'Hôtel de Ville, le SAMEDI, 2 avril 1887, à midi, les immeubles et accessoires ci-après décrits, à savoir :

Un lot de terrain de cent sept pieds en carré, situé en cette ville, dans le Faubourg Bayou St. John, connu sous le No 1 du plan de la succession Charles Lavergne, et borné par les rues Dumaine, Lavergne, Bayou St. John et Broadway.

Ainsi que deux autres lots de terrain, situés dans le même faubourg, connus sous les Nos 2 et 3 du même plan, et bornés par les rues Dumaine, Lavergne, Bayou St. John et Broadway.

Conditions—Comptant sur les lieux.

JOHN LANDRY,
Constable de la Troisième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
30 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans—Succession de Mme Margaret Lacy—No 20,341—Division E.—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers de la succession de feue Mme Margaret Lacy, décédée en cette ville, le 11 mars 1887, ait lieu le 4 avril 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires de la succession, et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient être soumises, et en attendant que toutes les procédures judiciaires contre la succession soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 25 mars 1887.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
27 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Nos 20,394 et 20,395—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers des pétitionnaires Paul et Pierre Pizani soit convoquée et tenue pardevant Benjamin Story Hubbard, notaire en cette ville, le MARDI, 5 avril 1887, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de déterminer sur l'application des dits pétitionnaires pour un répit, et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises et en attendant que toutes les procédures judiciaires contre les pétitionnaires soient suspendues et que Benjamin Story Hubbard soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 mars 1887.
A. L. TISSOT Juge.

Pour copie conforme
Jas D. Rankin Député-Greffier.
8 mars—3f et 30 j

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Michel Tortorich vs ses Créanciers, No 20,388—Division E.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Michel Tortorich soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné que une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant J. Davigneaud, esq. notaire, en cette ville, le SAMEDI, 9ème jour d'avril 1887, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises; et en attendant que toutes les procédures judiciaires contre la personne aussi bien que contre les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 25 mars 1887.
(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
27 mars—

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Section A. Maxson vs. ses créanciers—No 20,329, division C.—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers des pétitionnaires, la raison commerciale de Bitton & Maxson, composée de John D. Bitton, résidant en cette ville, et John R. Maxson, résidant de l'Etat du Mississipi, soit convoquée et tenue pardevant Andrew Herofe jr. notaire en cette ville, le LUNDI, 4me jour d'avril 1887, à 11 heures A. M. pour prendre en considération et délibérer sur l'application des dits pétitionnaires pour un répit, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre les dits pétitionnaires soient suspendues et que Joseph C. Morton Esq. avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 mars 1887.
A. L. TISSOT Juge.

Pour copie conforme
Jas D. Rankin Député-Greffier.
8 mars—3f et 30 j

Succession de Heather E. S. Dickey.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,145—Division A.—Attendu que le présent donne aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées avant à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si en ont) pourquoi les comptes de cette succession ne seront pas homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
Greffier.
20 mars—30—avril 5

Succession de Christine K Sprosse née Kastor.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,615—Division E.—Attendu que le présent donne aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées avant à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si en ont) pourquoi les comptes de cette succession ne seront pas homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
Greffier.
20 mars—30—avril 5

Succession de Cornelius Mahoney.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,174—Division E.—Attendu que le présent donne aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées avant à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si en ont) pourquoi les comptes présentés par Cornelius Mahoney, administrateur public et administrateur de cette succession, ne seront pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
Greffier.
20 mars—30—avril 5

Succession de John Reilley.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 19,901—Division A.—Attendu que le présent donne aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées avant à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si en ont) pourquoi les comptes de cette succession ne seront pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
Greffier.
20 mars—29—7 avril

Succession de Mme Thereza Starr née Maurer.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,019—Division A.—Attendu que le présent donne aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées avant à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si en ont) pourquoi les comptes présentés par Gustave Laure, administrateur de cette succession, ne seront pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
Greffier.
27 mars—27 avril 5

Succession de W. J. Nugent, Mary Wall, Nugent et Vincent N Nugent.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,020—Division A.—Attendu que le présent donne aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées avant à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si en ont) pourquoi les comptes présentés par Mary Wall Nugent, administratrice de cette succession, ne seront pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
Greffier.
27 mars—27 avril 5

Succession de Baltharine Benoel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,021—Division A.—Attendu que le présent donne aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées avant à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si en ont) pourquoi les comptes présentés par Mary Benoel, administratrice de cette succession, ne seront pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
Greffier.
27 mars—27 avril 5

Succession de Calvin Porter.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 20,022—Division A.—Attendu que le présent donne aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées avant à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (si en ont) pourquoi les comptes présentés par Calvin Porter, administrateur de cette succession, ne seront pas approuvés et homologués et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. MCGEEHAN,
Greffier.
27 mars—27 avril 5

Succession de Thomas P. May.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 20,001—Division A.—Attendu que Samuel McCutcheon a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Thomas P. May, décédé intestat, ainsi que plus amplement appert par le présent à laquelle il est référé pour plus ample description, et qu'il a prié la Cour de lui accorder lesdites lettres d'administration, et attendu que la loi lui donne droit à la dite position.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le dit Samuel McCutcheon soit et il est par le présent nommé administrateur de la succession de feu Thomas P. May, décédé intestat, avec pouvoir de faire tous les actes que la loi prescrit et requiert en pareil cas, et qu'il donne caution en la somme de $1,000 pour la bonne exécution de ses devoirs comme tel.

Fait et donné en chambre du conseil à la Nouvelle-Orléans, ce 28 février 1887.

(Signé) ALBERT VOORHIES, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
3 mars—3f et 30 j

Mme John Bois, transférée vs W. J McCall.

QUATRIEME COUR DE CITE—No 913—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus spécifiée, je procéderai à la vente à l'encan public, à la porte de mon office, à l'Hôtel de Ville, le SAMEDI, 26 mars 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les améliorations qui s'y trouvent, situé en cette ville, dans l'ancienne Ward Huit, connu sous le No 129 de la Nouvelle-Orléans, faisant l'angle des rues Dryades et Washington, mesurant 40 pieds de front sur la rue Dryades, sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles et ayant rue.

Acquis par le défendeur par jugement dans l'affaire No 11,087 Cour Civile de District et inscrit au Livre de Conveyance 141 folio 127 du 11me jour d'avril 1887, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de déterminer sur l'application des dits pétitionnaires pour un répit, et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises et en attendant que toutes les procédures judiciaires contre les personnes et les biens desdits pétitionnaires soient suspendues et que Joseph C. Morton Esq. avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 mars 1887.
A. L. TISSOT Juge.

Pour copie conforme
Jas D. Rankin Député-Greffier.
8 mars—3f et 30 j

Charles W Hunger vs Mme Green

PREMIERE COUR DE CITE de la Nouvelle-Orléans—No 11,676—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan public, à la porte de la Cour de cette cité, St. Charles et Carondelet le MERCREDI, 6 avril 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de terrain avec les améliorations qui s'y trouvent, situé en cette ville, dans le Faubourg Marigny, sur le côté nord de la rue Piety, entre les rues Roman et Dauphine, à 120 pieds de la rue Roman, mesurant 30 pieds de front sur la rue Piety, sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles et borné par le No 120 de la même rue.

Conditions—Comptant sur les lieux.

PENDLETON,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
22 mars—22 27 31

ETAT DE LA LOUISIANE.

Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

JE CERTIFIE par ceci que le 15ème jour de février 1887, un jugement a été rendu en cette cour dans l'affaire ci après conçue dans les termes suivants :

Mme Mary E. R. McLeod vs Jacques Levy.—No 18,971 Division C.

Cette affaire a été appelée aujourd'hui. Bernard Fridge Esq. pour la plaignante, le défendeur absent et étant absent et non représenté. Et après avoir entendu les plaidoiries, preuves et l'avocat, et pour les raisons ordonnées aujourd'hui, il est ordonné, adjugé et décrété par la loi et l'évidence pour la plaignante.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement en faveur de la dite plaignante Mary E. R. McLeod et contre le dit défendeur Jacques E. M. Levy son mari, décrétant une séparation des propriétés existant entre eux et une dissolution de la communauté de acquets et de gains existant entre eux.

Il est de plus ordonné que la dite plaignante ait et assume l'administration de sa propriété paraphernale et que le défendeur paye tous les frais de procès.

Jugement rendu le 15 mars 1887.
Jugement signé le 21 mars 1887.

JAMES MONROE, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et appose le sceau de la dite cour en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce vingt-cinq jour de février en l'an de notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept.

(Signé) M. A. MCDONNELL, Député-Greffier.
25mars—27 avril 2 9 16 23

VENTE DE CONSTABLE.

Mme John Bois, transférée vs W. J McCall.

QUATRIEME COUR DE CITE—No 913—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Juge de la Quatrième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus spécifiée, je procéderai à la vente à l'encan public, à la porte de mon office, à l'Hôtel de Ville, le SAMEDI, 26 mars 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les améliorations qui s'y trouvent, situé en cette ville, dans l'ancienne Ward Huit, connu sous le No 129 de la Nouvelle-Orléans, faisant l'angle des rues Dryades et Washington, mesurant 40 pieds de front sur la rue Dryades, sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles et ayant rue.

Acquis par le défendeur par jugement dans l'affaire No 11,087 Cour Civile de District et inscrit au Livre de Conveyance 141 folio 127 du 11me jour d'avril 1887, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de déterminer sur l'application des dits pétitionnaires pour un répit, et de voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises et en attendant que toutes les procédures judiciaires contre les personnes et les biens desdits pétitionnaires soient suspendues et que Joseph C. Morton Esq. avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 mars 1887.
A. L. TISSOT Juge.

Pour copie conforme
Jas D. Rankin Député-Greffier.
8 mars—3f et 30 j

Charles W Hunger vs Mme Green

PREMIERE COUR DE CITE de la Nouvelle-Orléans—No 11,676—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'encan public, à la porte de la Cour de cette cité, St. Charles et Carondelet le MERCREDI, 6 avril 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un lot de terrain avec les améliorations qui s'y trouvent, situé en cette ville, dans le Faubourg Marigny, sur le côté nord de la rue Piety, entre les rues Roman et Dauphine, à 120 pieds de la rue Roman, mesurant 30 pieds de front sur la rue Piety, sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles et borné par le No 120 de la même rue.

Conditions—Comptant sur les lieux.

PENDLETON,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
22 mars—22 27 31

ETAT DE LA LOUISIANE.

Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

JE CERTIFIE par ceci que le 15ème jour de février 1887, un jugement a été rendu en cette cour dans l'affaire ci après conçue dans les termes suivants :

Mme Mary E. R. McLeod vs Jacques Levy.—No 18,971 Division C.

Cette affaire a été appelée aujourd'hui. Bernard Fridge Esq. pour la plaignante, le défendeur absent et étant absent et non représenté. Et après avoir entendu les plaidoiries, preuves et l'avocat, et pour les raisons ordonnées aujourd'hui, il est ordonné, adjugé et décrété par la loi et l'évidence pour la plaignante.

Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement en faveur de la dite plaignante Mary E. R. McLeod et contre le dit défendeur Jacques E. M. Levy son mari, décrétant une séparation des propriétés existant entre eux et une dissolution de la communauté de acquets et de gains existant entre eux.

Il est de plus ordonné que la dite plaignante ait et assume l'administration de sa propriété paraphernale et que le défendeur paye tous les frais de procès.

Jugement rendu le 15 mars 1887.
Jugement signé le 21 mars 1887.

JAMES MONROE, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et appose le sceau de la dite cour en la ville de la Nouvelle-Orléans, ce vingt-cinq jour de février en l'an de notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept.

(Signé) M. A. MCDONNELL, Député-Greffier.
25mars—27 avril 2 9 16 23

GROS LOT

$150,000

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Imposée par la Législature dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, au capital de $1,000,000.

La création de la Compagnie a été ratifiée par un vote populaire donné le 2 décembre 1879, reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et trimestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-similé de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. T. Early

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYES EN PLEIN

Sur présentation au bureau de la compagnie, ou sur n'importe quelle banque nationale à la Nouvelle-Orléans.

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE

Le Grand Tirage Mensuel

CLASSE D.

—DE—

LA COMPAGNIE DE

LA LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

AURA LIEU A LA

Nlle-Orléans,

MARDI, 12 AVRIL 1887.

2,179 Lots, montant en tout à

$535,000.

Le tirage commencera positivement ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADEMIE DE MUSIQUE.

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets, à $10 le Billet.

DEMI-BILLET $5. CINQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000	$150,000
1	de 50,000	50,000
1 Lot de	20,000	20,000
2 Lots de	10,000	20,000
4 Lots de	5,000	20,000
20 Lots de	1,000	20,000
50 Lots de	500	25,000
100 Lots de	300	30,000
200 Lots de	200	40,000
500 Lots de	100	50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation	$300	$30,000
100 "	200	20,000
100 "	100	10,000
1999 "	50	50,000
2,179 Lots n'devant à		$535,000

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Nommer d'argent par Postal Notes, Express Order, change de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express à nos frais.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à

The New Orleans National Bank,
New Orleans, La

RAPPELEZ VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early aux tirages donne la certitude d'un tirage honnête, et une garantie d'absolue probité et aussi pour chaque porteur de billet une garantie que les chances de tous sont égales, personne au monde ne pouvant savoir à l'avance les numéros que le sort favorisera. Donc, toute personne annonçant qu'elle garantit les lots aux tirages de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, ou faisant d'autres promesses impossibles à réaliser, est un filou et un escroc. L'argent remis en réponse à de pareilles annonces est obtenu dans le but de tromper et de dépouiller ceux qui ne sont pas sur leurs gardes

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTE PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente importante par le Shérif civil de la propriété et valeur connue comme le

KENTUCKY COTTON PRESS,

Ensemble avec une machine à compresser le coton, chaudières, etc., dans l'ilet borné par les rues Tchoupitoulas, Bellechasse, St. Thomas et Terpsichore, ainsique ce morceau de terre de valeur connue comme le

ANCHOR COTTON YARD,

Dans l'ilet borné par les rues Tchoupitoulas, St. Thomas, Ste Thérèse et Bellechasse.

A crédit.

Dans l'affaire de

H. H. Hait et J. D. Hill, exécuteurs testamentaires, etc., vs. Keenan et Slawson.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 20,263—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus spécifiée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la porte de l'office de mes greffes, à l'Hôtel de Ville, le SAMEDI, 2 avril 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, situé dans le faubourg Franklin, Troisième District de cette ville, dont il forme une nouvelle numéro, dans l'ilet numéro quatre-vingt-un du plan original tiré par le voyer de Ville, le quatre-vingt-dix-huitième à partir de l'étendue fer Carlisle Pollock, notairement reçu le 17 juin 1881, et borné par les rue Champs Elysées, Ville de Pontchartrain, Robert et Robertson, ayant rue, une profondeur de cent vingt-cinq pieds de face à la rue Champs Elysées sur cent vingt pieds de profondeur et trois pieds de largeur sur la rue Ville de Pontchartrain, plus ou moins.

Etant la même propriété que Mme Catherine Norton a vendu à Mme Catherine Norton, épouse de Samuel Nassley, d'après un acte passé pardevant F. C. Cuvellier, notaire, le 3 avril 1872.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
30 mars—30—avril 6 13 20 27 30

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'un billet à ordre.

Keiffer Bros vs J. M. Little.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No. 19,264—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et le Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le LUNDI, 4 avril 1887, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Un certain billet à recevoir pour la somme de cinq cent trente sept piastres (537) dite par A. Adem à l'ordre de J. P. Aden Jr., et ledit fera par endossement par ledit J. P. Aden Jr. à M. Little, daté à la station Halpin, Miss., le 24e de septembre 1886, et fait payable le premier jour de décembre 1887 à la station Halpin, Miss.

Saisi dans l'affaire ci-dessus

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
29mars—29—avril 2 6 9

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée de valeur près du marché St. Bernard.

Succession de Mme Barbara Crespin No 19,567 Division D

Mme Mary Lackey tutrice vs. Succession de Antoine Crespin (en absent)—No 19,457—Division E.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. En vertu d'un ordre de vente daté du 8 mars 1887 dans l'affaire No 19,457 ci-dessus mentionnée, et en vertu d'un jugement rendu le 1er février 1887 et enregistré au Livre de Conveyance 141 folio 127 du 11me jour d'avril 1887, à 11 heures A. M., dans l'affaire No 19,567 ci-dessus mentionnée, je procéderai à la vente à l'encan public, à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et le Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 5 avril 1887, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Deux soit quatre-vingts respectivement A et B, et ayant chacun cent dollars ($100) échoient le 1er janvier 1887 sans jours de grâce.

Deux soit mêmes respectivement A et B, et ayant chacun cent dollars ($100) échoient le 1er janvier 1888 sans jours de grâce.

Un de huit cents dollars ($800) échoient le 1er juillet 1887 sans jours de grâce, et un de huit cents dollars ($800) échoient le 1er janvier 1888 sans jours de grâce.

Tous lesdits effets portent intérêt et sont garantis par hypothèque et lien du vendeur sur la propriété ci-dessus de une contenance à un arpent quarante arpents de front sur la rue Bayou Road, sur une profondeur de deux arpents, mesure de Bore jge., située le 29 mars 1883.

L'acquéreur assumera toutes les obligations et hypothèques qui sont sous reconnaissance de Robertson Labadie et Labadie, notaires publics, les lettres A et B sont en plan du dit ilet fait par Barthelemy Lafreniere, de cette ville, en date du mois de 1875, lequel plan est déposé au bureau du recorder de cette ville, et ledit ilet est borné par les rues N. Bernard, Robertson, Labadie et Galvez, et est connu sous les lettres A et B sur un